

**Syrie - Russie - Entretien de M.
Jean-Yves le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec le quotidien "Le Parisien"**
(Paris, 22 février 2018)

Q- Les massacres se suivent en Syrie. Mardi à Alep, ce mercredi à la Ghouta. Plus de 350 000 Syriens sont morts depuis le début du conflit. Vous dites pourtant que le "pire est à venir". Pourquoi ?

R -. Il n'y a pas de mots pour décrire ce qu'il se passe dans La Ghouta Est. Ce sont les termes employés aujourd'hui par l'UNICEF. Une centaine de morts par jour, dont de nombreux enfants, des hôpitaux bombardés, en violation du droit international. Il n'y a eu qu'un seul convoi humanitaire depuis début janvier, sans parler des blessés. Face à cela, tout immobilisme est coupable. Il faut agir vite.

Q- Comment ? La communauté internationale semble paralysée...

R- La France pèse de tout son poids pour qu'une résolution du Conseil de sécurité puisse valider une trêve humanitaire immédiate, comme l'a demandé le Président de la République. Je viens de m'en entretenir avec le Secrétaire général des Nations Unies. Il faut en vérifier l'application et que la Croix Rouge et les Nations-Unies puissent évacuer les personnes en situation critique, soulager les blessés et mettre fin à cette situation d'enfer.

Q-La Russie soutient cette opération du régime. Ne craignez-vous pas qu'elle mette un veto à cette résolution ?

R- Il faut que chacun prenne ses responsabilités face à ce drame qui se déroule devant l'opinion publique mondiale. La Russie a les moyens de pression nécessaires auprès de Bachar al-Assad. Elle devrait valider cette résolution. Et ensuite, faire en sorte que la trêve soit respectée et que l'aide humanitaire soit acheminée. Et il n'y a pas que La Ghouta Est. Il y a aussi des bombardements sur Idlib, où se trouvent trois millions d'habitants et les neuf régions assiégées par le régime.

Q- Dans ce contexte de conflit en pleine phase d'internationalisation, quels sont les leviers dont la France dispose pour changer la donne ?

R- La France a sa place au Conseil de sécurité. Nous sommes acteurs du processus de règlement du conflit. Nous avons fait des propositions dont nous sommes prêts à discuter avec toutes les parties pour enrayer ce processus de l'enfer et mettre en place l'environnement qui

permettra de développer un processus politique.

Q- Bloquer l'accès humanitaire est contraire aux règlements de droit international. Y a-t-il une ligne rouge de la diplomatie française en la matière ?

La France constate avec effroi l'ampleur de ce désastre. La France parle fort et souhaite que sa voix soit entendue et que les résolutions de l'ONU soient appliquées concrètement. Je vais prochainement à Moscou pour cela.

Q- Vous disiez il y a trois semaines que des "indications" montrent que le régime syrien a recours à du chlore contre des civils. En avez-vous désormais la preuve ?

R- Nous avons redit notre ligne rouge sur les armes chimiques. L'usage du chlore en fait partie, sous réserve que cette utilisation soit létale et avérée. Ce n'est pas le cas dans la Ghouta-Est aujourd'hui, et c'est la même population martyrisée qui avait été visée avec du gaz sarin en 2013.

Q- Gazés ou bombardés, des Syriens meurent. Quelle différence ?

R- L'usage de l'arme chimique est un tabou depuis la première guerre mondiale, interdit par le droit international depuis près d'un siècle et spécialement par la convention de Paris de 1993. L'ensemble des pays s'est engagé à ne pas en utiliser. Or Bachar al-Assad transgresse toutes les lois et les règles du droit de la guerre. De ce fait, la prolifération chimique que l'on pensait évacuée est en train de renaître. C'est inacceptable et dangereux pour l'avenir, pour notre sécurité.

Q - Dans ce contexte, quelle est la ligne de la France vis-à-vis de Bachar al-Assad ? Faut-il renouer le dialogue directement avec lui ?

R- Je le redis, il faut être doublement réaliste : le départ de Bachar Al Assad n'est pas un préalable ; mais, plus que jamais, il est l'ennemi de son peuple, ce qui ne rend pas réaliste l'idée de son maintien dans une Syrie réconciliée./.